

Tout juste reconduit pour un second mandat de 6 ans, François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France est l'invité des « Rencontres Sciences Po/Sud Ouest » jeudi 21 octobre (1)

« Sud Ouest » Vous êtes déjà très présent médiatiquement depuis le début de la crise, pourquoi avez-vous accepté l'invitation des rencontres Sciences Po - Sud Ouest ?

François Villeroy de Galhau : Je viens rencontrer, à Bordeaux avec son dynamisme, un public d'étudiants, de jeunes qui représentent notre avenir. Cela tombe à un moment clé de sortie de la crise covid. La Banque de France doit remplir un rôle pédagogique, expliquer ce qu'elle perçoit à travers ses enquêtes et ses expertises.

L'inflation actuelle gêne t'elle la reprise économique ?

La poussée inflationniste qui résulte des tensions sur les approvisionnements est d'abord la conséquence d'une bonne nouvelle : Celle de la force de la reprise économique. Dans tous les épisodes précédents de reprises économiques il y a eu des poussées de ce type. Elle est plus forte aujourd'hui parce que, précisément, la reprise est plus forte.

L'inflation peut-elle durer ?

Nous avons la conviction que ces difficultés sont significatives, mais temporaires. Pour être précis, en France, l'inflation est aujourd'hui, comprise entre +2,2 et +2,7 % selon les indices, mais elle redescendra sous les 2 % d'ici la fin de l'année 2022. Ces difficultés d'approvisionnement pèsent sur les secteurs de l'industrie et du bâtiment, mais pas sur les services, qui sont, au passage, notre principal secteur économique.

Cette inflation pèse aussi sur le pouvoir d'achat des ménages...

Le pouvoir d'achat des ménages a, en moyenne été préservé en 2020 grâce aux mesures de soutien de notre économie, l'activité partielle, le fonds de solidarité... Cette année, il devrait, en moyenne, être au moins préservé.

Pourtant certains prix flambent ?

Les ménages sont plus sensibles, et c'est normal, aux prix qui augmentent et moins à ceux qui restent stables. L'énergie, y compris l'essence, cela représente moins de 10 % du panier de consommation mais les augmentations se remarquent. Ce n'est pas le cas des services, loyers, services à domicile... qui représentent près de 50 % du panier de consommation des ménages et dont les prix restent sages. Quand on parle de pouvoir d'achat il faut tenir compte de l'ensemble des prix, de l'inflation totale et pas seulement de l'énergie.

Le contexte de pénurie, d'inflation peut-il réviser à la baisse vos prévisions concernant la croissance attendue ?

Non, je confirme nos prévisions de croissance qui sont de 6,3 % pour 2021 et de 3,7 % pour l'an prochain. Nous mesurons chaque mois les niveaux d'activité de 8 500 entreprises. Au mois d'octobre nous retrouvons quasiment le niveau d'activité pré Covid. Nos vrais sujets de vigilance économique concernent l'approvisionnement, certes, mais surtout les difficultés de

recrutement. Elles pourraient être plus durables : plus de 50 % des entrepreneurs peinent à recruter, ce qui est aberrant alors que le taux de chômage est encore à 8 %.